

«Cela fait, en six mois, deux crises majeures auxquelles notre pays est confronté, la crise des banlieues en novembre, la crise du CPE en mars-avril. Il faut se rendre compte que ceci met en danger l'économie du pays»

Laurence Parisot, patronne du Medef,
in *Le Monde*, 19 avril 2006.

«*L*a douce montée d'une onde insurrectionnelle»... Des luttes lycéennes du printemps 2005, des émeutes de novembre au mouvement anti-CPE quelque chose circule, quelque chose se passe qui contribue à charger la situation présente des désordres à venir. C'est de là que *nous* voulons partir, à partir de là que *nous* voulons construire. «Nous», c'est à dire n'importe qui, toute personne ayant été traversée par ce sombre pressentiment: la vie qu'on nous fait, l'existence conforme sous le régime du capital, est comme déjà jouée et perdue d'avance. «Nous», c'est à dire tous ceux et toutes celles qui voudront tirer les conséquences politiques d'un tel constat: il y a bien d'autres choses à vivre, intensément, et beaucoup à détruire.

Novembre 2005, le feu, le fracas des vitres qui tombent ou des réservoirs transformés d'un coup en bombes incendiaires: des incendies pour ranimer la nuit, la transformer en terrain d'affrontement, arracher des parcelles de monde à l'évidence du flicage, du contrôle et de l'exploitation.

Alors les forces de l'ordre sont attaquées, à coup de pierres, de boules de pétanques ou de cocktails molotov, dans la rue et

jusque dans leurs bases. Alors les tribunaux, les maisons de justice sont pris pour cibles. Et les écoles, les collèges : ces lieux d'enfermement qui, au nom de l'égalité des chances, promettent aux gamins des quartiers une belle place sur une voie de garage (BEP chaudronnerie, formation de « force de vente », plans intérim foireux, chômage...). Des bus, des métros flambent : histoire d'entamer les dispositifs mobiles du contrôle ordinaire, qui gèrent à coup de montée par l'avant, sous l'objectif des caméras ou sous le regard des vigiles, la mise en circulation des solitudes prolétaires dans le circuit quotidien de leur exploitation (le taf, la boîte d'intérim, le supermarché discount, l'ANPE). Des attaques touchent aussi directement le monde de l'entreprise : des grandes surfaces, des banques, des concessionnaires et autres boîtes « dynamiques » installées en zones franches pour bénéficier des avantages fiscaux et d'une main d'œuvre supposée docile et reconnaissante.

L'incendie de novembre aura révélé la vérité de notre système politique : l'état de droit, la république et son fonctionnement démocratique ont pour revers, pour condition l'occupation policière du territoire, un état d'urgence permanent avec ses check points, ses couvre-feux réactivés ça et là, son lot d'arrestations et d'incarcérations. C'est qu'il a bien fallu rétablir l'ordre...

La loi sur l'égalité des chances (LEC), adoptée par procédure d'urgence à l'aide de l'article 49-3 le 11 février 2006, constitue un élément central de la « réponse sociale » apportée par le gouvernement Villepin au « malaise des banlieues ». L'idée c'était de mettre tout ce petit monde au travail : pour discipliner une jeunesse un peu trop turbulente occuper la rue ne suffit pas, il faut encore occuper son temps. Ça sera l'apprentissage à 14 ans. Et le Contrat Première Embauche (CPE).

La principale innovation apportée par le CPE, en matière de droit du travail, consistait en l'extension de la période d'essai de six mois à deux ans (deux ans pendant lesquels l'employeur

aurait pu licencier le titulaire de ce contrat sans justification aucune). Ce qui revient à accroître d'autant la soumission au monde de l'entreprise : difficile de contester les cadences ou les desiderata du premier petit chef venu quand on est maintenu constamment sous la menace d'un licenciement express. Rien de bien nouveau pour tous ceux et toutes celles qui goûtent déjà aux joies de l'intérim, des stages à répétition ; mais l'adoption de l'amendement de la LEC concernant le contrat première embauche, qui institue la précarité en véritable norme sociale, aura donné l'occasion d'une ressaisie politique de cette expérience à la fois si commune et apparemment si peu partageable.

La *précarité* est un mot un peu magique, une formule facilement invoquée par la gauche et les syndicats plus ou moins gestionnaires quand il s'agit d'opposer l'époque bénie de l'État providence, et de l'ordre ancien du travail qui lui était attaché, à l'ultra libéralisme qui caractériserait aujourd'hui le fonctionnement de l'économie. Comme si le travail salarié, à partir du moment où on le subit en CDI, se devait d'être nécessairement moins abrutissant. Comme s'il n'impliquait pas déjà la soumission à un patron, à toute une hiérarchie et à toute une discipline aliénante. Comme s'il fallait forcément lui préférer la sacro-sainte sécurité de l'emploi (avatar supplémentaire de la sécurité tout court, la sécurité d'une vie soumise au salariat et à la légalité). Comme si la revendication d'une exploitation stable et régulée pouvait avoir un sens... Reste que le refus de la précarité ne doit pas être perçu comme un simple slogan, un pur prétexte : cette notion, même floue, renvoie à une expérience bien réelle.

L'intérimaire qui passe de mission en mission, mis-e à disposition de ses employeurs même dans les temps de latence ou d'attente entre deux boulots de merde, réduit-e à une simple variable d'ajustement de main-d'œuvre... Le cadre qui ramène sa journée de travail à la maison... L'étudiant-e qui s'inscrit pour une année supplémentaire, comme on traîne les pieds, pour gagner un an sur l'inéluctable avenir salarié (débrouilles diverses, boulots de merde, dossiers de bourses et aide au logement : tout

faire pour éviter de plonger dans «la vie active», avec ce pressentiment que l'entrée définitive dans «le monde du travail» signifierait abdiquer quelque chose de son être même)... Chacun-e semble pris-e dans sa sphère, piégé-e sur sa trajectoire. Subjectivement, la précarité c'est cette mobilisation permanente, l'intensification d'une exploitation et d'un assujettissement qui semble s'approfondir au point que le travail viendrait calibrer et usiner systématiquement nos identités individuelles, constituer jusqu'à ce que nous sommes au fond (les fameux «savoirs être» du jargon pédagogique ou managerial). Et la séparation qui se joue là détermine une incapacité à faire réellement l'expérience de ce qui nous arrive : à la fois le travail a tout colonisé et à la fois tout se passe comme si les collectifs de travail, les solidarités fondées sur une expérience commune de l'exploitation, d'où opposer une résistance active ou au moins une opacité aux contraintes les plus brutales de l'économie, s'étaient effrités. Le travail est partout mais l'expérience de son absurdité semble être devenue incommunicable. Ce qui fait défaut ce sont les communautés d'expérience susceptibles de cristalliser, de se recomposer politiquement en communautés de lutte (sur le mode des sociétés secrètes ouvrières, par l'organisation syndicale à la base, la constitution de caisses de solidarité ou de groupes de sabotage...).

Mais là, en créant le CPE, le gouvernement a donné une lisibilité politique, une formulation politique à cette question de la précarité et il a ainsi permis la constitution d'un point d'affrontement avec ces logiques économiques ; la création du CPE a donné l'occasion, en face, d'une mobilisation politique. Le 16 janvier le gouvernement annonce la création du «Contrat Première Embauche»; dès le 7 février l'université de Rennes est bloquée et occupée; une semaine plus tard c'est au tour des facs de Nantes et de Grenoble. Au plus fort du mouvement soixante-huit universités et plus de six cents lycées seront bloqués, et plusieurs de ces lieux se trouveront réinvestis d'une vie un peu plus collective et intense que celle offerte par le petit jeu des galères et des débrouilles individuelles. Dès la fin février, des occupations et

des déménagements visent les agences d'intérim, les ANPE ou les locaux du MEDEF; à partir de mars nombre de manifs se terminent en affrontement avec les flics.¹

Il y a la police diffuse des règlements intérieurs : un rappel à l'ordre permanent opéré par tous ces petits dispositifs qui fondent les existences étudiantes bien rangées en conjurant la vie intense, les émotions partagées, les formes d'existence collective... et c'est bien parce qu'il remettait en cause cette conception de l'existence que le mouvement s'est naturellement trouvé face à un autre obstacle : les milices casquées du maintien de l'ordre. Alors le caractère hostile de la police, que certain-es subissent quotidiennement au gré des contrôles au faciès et des tabassages, les grévistes devenu-es gênant-es l'ont expérimenté dans leur chair : sous les coups et le gaz lacrymogène. Dans ces circonstances il ne restait que deux postures possibles : subir et se disperser, conformément aux «sommations d'usage»; ou ramasser des projectiles.

Ainsi, dans de nombreuses villes, là où les manifestations émeutières se sont propagées, des étudiant-es, des lycéen-nes ont

1 – Médiatiquement, le mouvement contre le CPE a été décrit comme un mouvement étudiant avant tout, quand ce n'était pas *uniquement*. En réalité, si ce mouvement a bel et bien été porté notamment par les occupations d'universités, il était constitué de tas de gens aux statuts sociaux différents. S'il y avait surtout des «jeunes», on y trouvait aussi bien des étudiant-e-s que des lycéen-ne-s ou des jeunes déscolarisé-e-s, sans parler des chômeur-euse-s ou travailleur-euse-s qui se retrouvaient aussi au sein de ce mouvement, que ce soit en manif ou dans les occupations de facs.

Si le mouvement anti-CPE a été initialement lancé par des syndicats et l'habitude gauche mouvementiste au début du mois de février 2006, de manière somme toute assez classique, son ampleur et son espèce de détermination à prendre les rues, sont dues à notre avis à un ensemble de contingences favorables à la radicalisation de l'antagonisme social. D'ailleurs, depuis le grand mouvement de grève de novembre-décembre 1995 contre le plan Juppé, plus aucun «mouvement social» n'avait réussi à faire céder le gouvernement sur des projets de loi ou autres réformes malvenues (concernant les retraites, le statut des intermittents, etc.)...

pu saisir ce que novembre avait rendu disponible : certains gestes, certaines pratiques, certaines cibles. C'était d'autant plus facile qu'en plusieurs endroits les jeunes venaient explicitement aux manifs pour poursuivre l'affrontement engagé à l'automne, « faire payer les flics », « solder les comptes de novembre »... En adoptant une attitude offensive vis-à-vis des forces de l'ordre, le mouvement est venu pérenniser ce que la révolte des quartiers avait déjà mis à nu : que l'affrontement avec la police est devenu l'évidence politique de l'époque.¹

L'été aura vu une multiplication des guet-apens et des heurts avec les forces de l'ordre (attaques de flics au molotov à Villefranche, échauffourées à Grigny, aux Mureaux, aux Tarterêts, émeutes lors du mondial de football, de la fête de la musique...); ça continue à l'automne : des bus, des bagnoles, des bâtiments publics du type écoles ou ANPE flambent un peu partout. En décembre six CRS tombent dans une embuscade à Pau. Début 2007 encore, une centaine de jeunes s'affrontent à la police, plusieurs nuits de suite, aux Mureaux. Tous ces affrontements

1 – Lors de la révolte d'octobre-novembre 2005, les manifestations de solidarité active ont été assez rares (hormis dans les quartiers mêmes où les émeutes avaient lieu), nombreux-euses sont celles et ceux qui ont été pris-es de court dans un moment qui a pourtant duré près d'un mois. La gauche de la « gauche » s'est contentée de manifester contre l'état d'urgence (parfois tout en critiquant l'attitude regrettable des émeutier-e-s...) pendant que la « gauche » tout court s'unissait aux forces de l'État pour défendre la République. Seuls quelques groupes révolutionnaires ont manifesté ici et là un soutien explicite aux émeutier-e-s, la solidarité la plus effective restant celle du voisinage proche, celle des habitant-e-s des cités. En bref, il y avait pour beaucoup de monde la frustration de n'avoir pas réussi à trouver sa place dans ces émeutes... Les manifestations contre le CPE sont alors apparues comme une séance de rattrapage pour les un-e-s (l'occasion de se manifester concrètement contre l'État et ses flics) et comme un recommencement sous des formes différentes pour les autres (l'occasion de se re-manifester concrètement contre l'État et ses flics). Elles ont aussi été le moment de faire des jonctions entre des révoltes et des révolté-e-s qui habituellement se côtoient trop peu.

laissent à penser que quelque chose de novembre ne s'est jamais arrêté. Pour reprendre les mots d'un flic du syndicat Alliance, pris fin 2006 dans une embuscade à Vaulx (attaqué au molotov par une trentaine de jeunes cagoulés) : « On ne se rend pas compte. En fait, ici, l'émeute est permanente. »

De même, quelque chose du mouvement continue. Bien sûr il y a eu un coup d'arrêt avec l'annonce du retrait, par Villepin, de la partie de la loi sur l'égalité des chances consacrée au CPE ; et l'été, le temps des vacances est passé par dessus. Mais quelque chose persiste, les liens noués au cours de la révolte ont pris de la consistance. Avec le blocage, paradoxalement, on a fait l'expérience d'une université ouverte vers l'extérieur, à ce qu'elle n'est pas habituellement, une université réinvestie, qui déborde et échappe à son enfermement. De la communauté s'est esquissée là où la tendance était plutôt à l'individualisme. Puisqu'il a fallu tout à coup s'auto-organiser, réagir à l'adversité (gazages, arrestations, tracasseries administratives), chacun-e a fait l'épreuve de la force collective et de ce que les angoisses individuelles (pression des examens, du corps enseignant) gagnent à être prises en charge ensemble. L'idée d'une élaboration commune de ce qui peut être vécu au sens large a fait son chemin : des maisons collectives se sont ouvertes dès la rentrée, de Dijon à Paris, de Saint Etienne à Grenoble ; à l'université Lyon 2 la cuisine collective est relancée, des amphis sont transformés en salon ou en salle de ciné ; à Rennes c'est toute une rue qui se trouve squattée à partir de l'ouverture d'une cantine, tandis que la fac se trouve réinvestie par « l'élément populaire » en vue de la transformer en lieu d'où « affaiblir conflictuellement l'organisation capitaliste du travail et le type d'existence auquel elle condamne ». ¹

Quelque chose du mouvement continue. Parce que c'est nécessaire. Cette nécessité ne renvoie pas d'abord à la persistance de tel ou tel dispositif législatif (au maintien de la LEC, du

1 – Les passages en italique sont extraits de *Pour une université du peuple. Plaidoyer pour la réforme du statut de l'étudiant et des programmes d'enseignement*, diffusé en février 2007 depuis l'université Rennes 2.

CNE...), elle ne se joue pas au plan des revendications ; elle nous apparaît liée plutôt aux pratiques qui se sont inventées et élaborées collectivement dans le cadre de la lutte. Le mouvement continue parce qu'il y a un enjeu à tenir les espaces qui ont été réappropriés, à maintenir les communautés de lutte qui ont pu se monter autour des cuisines collectives ou dans le cadre des manifestations... Le mouvement anti CPE ça ne serait pas tant la revendication d'une exploitation stable et régulée (« un CDI pour tous ») que le nom sous lequel a pu se déployer une offensive contre le monde tel qu'il va, contre cet univers de contrôle et d'exploitation dont on a vu les bordures vaciller dans le cours des manif sauvages et à chaque affrontement avec la police, dans le cadre de l'occupation de nos lieux de vie et de travail.

Mais comment composer à partir de toutes ces potentialités, allumées dans le cadre du mouvement ou plutôt à chaque débordement ? Après le retrait du CPE des initiatives diverses, des lignes d'expérimentation politique se sont ébauchées ; il semble à présent qu'elles se cherchent, qu'elles avancent à tâtons, qu'elles cherchent une façon de se nouer en un tissu plus dense. Comment opérer ce nouage des forces ? et pour définir quelle sorte de plan ? pour aller vers où ? Toutes ces questions sont apparues comme centrales pour une dizaine de participant-es à la lutte anti CPE, réuni-es incidemment à l'été 2006. Le texte *Les mouvements sont faits pour mourir*... ressort des réflexions collectives engagées à cette occasion¹. Ces discussions ont eu pour principal enjeu de penser

1 – Les notes c'est quand même bien pratique pour préciser les choses ; donc précisons : le livre que vous avez entre les mains est le fruit d'un travail collectif d'une dizaine de personnes dont le point commun n'est pas vraiment le statut social. Ni l'âge. Ni le genre / sexe. Ni la couleur de peau. Ni la ville. Etudiant-e, lycéen-ne, déscolarisé-e, chômeur-euse, salarié-e, galérien-ne, de Paris, Lyon, Grenoble, Rouen, Dijon, ou d'autres coins plus paumés, notre principal point commun est une envie assez forte de renverser le système, de subvertir l'ordre du monde, de mettre en place des bases permettant de nouveaux rapports sociaux, de vivre dès maintenant l'auto-gestion généralisée. Quelque chose comme ça... Autre point commun, nous avons tou-te-s passé beaucoup de temps sur ce « mouvement » pour

politiquement la situation présente à partir de l'expérience commune engagée dans la lutte anti CPE ; il ne s'agissait pas de faire l'histoire immédiate du mouvement, ou sa sociologie (son autopsie). Il ne s'agissait pas non plus de proposer une critique ne servant qu'à démontrer le bien-fondé d'une position radicale, à conserver dans sa pureté. Les échanges ont permis plutôt de déceler les faiblesses du mouvement, de pointer aussi l'inventivité et la radicalité politique qui se sont expérimentées ça et là. Et ce vers quoi elles peuvent nous porter. En bref, si pour la suite on propose une sorte d'analyse critique des formes que le mouvement a empruntées dans son déploiement (l'AG, l'occupation, les manifestations de rue...), c'est pour nous confronter à une question politique à la fois brûlante et très pratique : *comment faire en sorte que le prochain mouvement ne s'arrête jamais*. Comment réussir à lier nos vies, en lutte permanente, avec des explosions massives du type mouvements sociaux, et comment faire pour que ces mouvements ne s'évanouissent pas, pour qu'ils ancrent une consistance politique qui ne soit

le porter, lui donner de la consistance, le faire vivre... et disons-le, vivre à travers lui, aussi. Plutôt que vivre à travers la morose aliénation des études ou du salariat, rencontrer de nouvelles affinités politiques, découvrir et pratiquer la subversion active, c'était quand même assez enthousiasmant. Mais pas que. Ce qui fait que nous avons voulu, pour ce livre, revenir sur différents aspects du « mouvement » contre le CPE *et son monde*, pour en tirer des enseignements (pas toujours positifs, vous verrez), pour lancer des perspectives en vue des prochains soulèvements.

Ce projet est né en août à Dijon, dans le cadre des conférences de l'AMP (Action Mondiale des Peuples), lors d'une semaine de discussions et de retours sur le « mouvement » contre le CPE. Cette semaine fut assez riche en rencontres et les moments passés ensemble ont permis de développer de forts désirs d'agir ensemble... Ce livre a aussi pour but de faire partager ces désirs et de permettre à nos critiques de ne pas rester sans lendemains.

Note technique : vu que ce texte a été écrit avec un grand nombre de mains on peut redouter quelques ruptures de ton, et un aspect peut-être un peu composite. Par ailleurs les éléments d'analyse retenus devaient pour l'essentiel faire l'objet d'un accord au sein de la communauté de rédaction : toutes les lignes problématiques n'ont donc pas été approfondies ou poussées au maximum de leurs implications...

pas sans lendemain, et qu'ils dépassent leurs visées (souvent revendicatives) jusqu'à imposer un renversement du système en place.

«Il n'y a pas de sujet ou de type "émeutiers de novembre". Et il se peut bien qu'il n'y ait plus de sujet "étudiant". Tous, lorsqu'ils se donnent les moyens de mener l'affrontement, participent d'une même guerre. Une guerre qui traverse l'ensemble de notre existence. Une guerre menée chaque jour contre nous, et avec nous; au travail, à la fac, aux assediés; face aux flics, aux contrôleurs, aux managers; dans les espaces quadrillés et pacifiés de la métropole; dans les banlieues et dans les centre-villes. Ici, la pacification ne se mène pas à coup de blindés, comme à Beit Hanoun ou Oaxaca. C'est que le sang fait tâche au pays du savoir-vivre. La guerre y est sourde et diffuse; comme un bruit de fond, qui ne doit pas venir perturber l'illusion du "tout va bien". Et malgré tout, l'emballage se craquelle, à chaque émeute, à chaque saillie du ministre de l'intérieur, pour laisser apparaître la réalité de l'affrontement en cours.

C'est dans le cadre de cette pacification à bas bruit que se pose la question de l'organisation matérielle. "Être fidèle au mouvement anti-cpe" implique de se demander : comment les communautés de lutte forgées durant le printemps peuvent perdurer aujourd'hui. Et gagner en puissance».

(extrait d'un tract diffusé en novembre 2006 et intitulé
«Il faut soutenir les émeutiers de novembre»)

DE LA DÉMOCRATIE EN MILIEU ÉTUDIANT

Le mouvement, principalement dans sa composante étudiante, s'est organisé autour des Assemblées Générales (AG). Ce mode de fonctionnement, traditionnel des luttes étudiantes depuis des décennies, et la façon dont il a été pensé et pratiqué dans le cadre spécifique de la mobilisation anti-CPE, méritent à notre sens une analyse critique. Il nous est apparu, plus ou moins tôt dans le mouvement, que les AG, tout en étant le lieu central de l'organisation de la lutte, l'ont plutôt bridée et affaiblie que renforcée. Cela tient principalement à l'intégration des valeurs qui régissent l'organisation politique dans les démocraties, et dont les mécanismes sont reproduits dans les AG : conception de la politique comme une activité spécialisée – donc émergence d'une caste de gestionnaires (bureaucratie) et délégation de pouvoir – affirmation de la liberté comme une valeur individuelle, négation des antagonismes sociaux et pseudo-égalité citoyenne, soumission à la loi de la majorité et rejet des initiatives autonomes. Le *démocratisme*, l'idéologie de la démocratie, qui a régné sur les AG, a produit toute une série de limitations, de freins au développement d'un mouvement fort, capable de rechercher et d'obtenir plus que le simple retrait d'un bout de projet de loi.

Pour éviter d'être mal compris-e-s, nous précisons que si nous pointons ce qui est problématique (et parfois ce qui est